

**APPEL D'OFFRES OUVERT**

Conclu en application de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale, et des articles L 2124-2, R 2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

Cahier des clauses administratives particulières**C.C.A.P.****AOO N°2000-2025****MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES INSTALLATIONS DU SITE DE TOULON DE L'URSSAF PACA****Pouvoir adjudicateur :****Urssaf HD**

TSA 99999

20 avenue Viton

13287 Marseille Cedex 09

SOMMAIRE

1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES	3
2.	PIECES CONTRACTUELLES	7
3.	CONDITIONS FINANCIERES	8
4.	MODALITES DE REGLEMENT	12
5.	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	16
6.	MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION	20
7.	DELAIS D'EXECUTION	24
8.	OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE.....	24
9.	VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATIONS.....	33
10.	GARANTIE DES PRESTATIONS	33
11.	PENALITES	33
12.	CLAUSE DE REEXAMEN.....	37
13.	RESILIATION DU MARCHE	38
14.	REGLEMENT DES LITIGES	39
15.	DEROGATIONS AU CCAG	40

1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET

Le présent accord-cadre, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), a pour objet l'exécution des prestations de maintenance multi technique des installations du site de Toulon de l'Urssaf PACA.

Le Titulaire assure sous sa responsabilité, pour les installations entrant dans le périmètre du marché, les prestations suivantes :

- La prise en charge des installations, y compris la participation aux opérations de livraison des équipements dus par la VEFA
- La conduite et surveillance des installations,
- La maintenance préventive (systématique et conditionnelle) selon les limites de prestations définies (prestations forfaitaires)
- La maintenance corrective et curative pour tout le périmètre technique objet du présent marché (prestations à bons de commande)
- Un service d'astreinte,
- La mise en place et la gestion de stock,
- La gestion technique dont l'exploitation de la GTB,
- Gérer le suivi de l'optimisation des énergies et fluides
- Le traitement des non-conformités relevées par l'organisme de contrôle chargé des vérifications réglementaires périodiques
- La tenue à jour du reporting des données dans les outils de GMAO,
- L'état de propreté des locaux dont il a la charge, le cas échéant

Les familles d'installations suivantes sont intégrées dans le périmètre du présent marché :

- Chauffage, ventilation, climatisation
- Courants forts
- Courants faibles
- GTB
- Plomberie – sanitaires

Les informations sur le site à maintenir ainsi que les installations entrant dans le périmètre du marché sont mentionnées en annexe n°1 au CCTP « périmètre marché »

La liste des équipements ainsi que leurs caractéristiques figurent en annexe n°2 au CCTP « inventaire matériels » et les gammes de maintenance figurent en annexe n°3 au CCTP « gammes de maintenance ».

Il s'agit d'un marché à obligation de résultat. La réalisation complète des objectifs décrits dans le présent document, constitue une obligation essentielle du Titulaire. Dans les cas où les objectifs ne sont pas totalement atteints, le règlement des prestations est diminué des pénalités applicables.

L'obligation de résultat implique une exécution conforme des prestations conditionnée par l'atteinte d'un certain résultat, quels que soient les moyens déployés par le titulaire du marché pour y parvenir.

Le Titulaire est invité à proposer les compléments qu'il juge utile dans le cadre de l'obligation de résultats à laquelle il doit répondre. Le présent CCTP détaille les prestations incombant au prestataire en charge de la maintenance multi-technique.

1.2 PRESENTATION DU SITE D'EXECUTION

Les caractéristiques principales du site sont détaillées dans l'annexe n°1 « périmètre marché ».

Le bâtiment à maintenir est l'immeuble « le Saunier » situé rue Saunier 83000 TOULON.

L'Urssaf PACA a acquis, dans le cadre d'une Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA), des parts de cet immeuble toujours en cours de construction. La livraison du bâtiment est prévue pour septembre 2025. L'immeuble est en copropriété.

Les parts de l'immeuble dont l'Urssaf se porte acquéreur totalisent une surface de plancher de 2882 m2, comprenant :

- Niveau 0 partiel : espaces d'accueil du public (ERP 5ème catégorie)
- Niveaux 2 à 5 complets : espaces de travail tertiaires
- Niveau -1 : Parc de stationnement

Des travaux d'aménagement intérieur des espaces précités seront réalisés jusqu'au deuxième trimestre 2026.

L'immeuble est livré, dans le cadre de la VEFA, avec des plateaux nus équipés des installations techniques entrant dans le périmètre du présent marché.

Il résulte de cette présentation que :

- Les titulaires des présents marchés ne pourront réaliser de visite du site pour répondre à la présente consultation et devront s'appuyer sur les inventaires des équipements et plans remis.
- Le titulaire aura en charge d'accompagner l'Urssaf PACA, acquéreur, dans les opérations de réception du bâtiment sur l'ensemble des installations techniques entrant dans son périmètre de maintenance.

- La gestion en copropriété implique que des installations sur le bâtiment n'entrent pas dans le périmètre du présent marché (SSI, ascenseurs etc ..). Le système GTB ne supervise que les installations propres aux parties privatives de l'Urssaf PACA.

Limite des prestations en contexte de copropriété :

Le présent marché concerne exclusivement les équipements techniques situés dans les parties privatives relevant du périmètre d'intervention du maître d'ouvrage. Il s'inscrit dans un contexte de gestion en copropriété, impliquant des installations partagées dont la maintenance ne relève pas du titulaire. En conséquence, sont formellement exclus du champ d'application du marché, sauf mention contraire explicite :

- Le système de sécurité incendie (SSI) central de la copropriété
- Les ascenseurs, monte-charges ou plateformes élévatrices communs
- Toute autre installation gérée et maintenue par le syndic ou relevant des charges générales

Le système de Gestion Technique du Bâtiment (GTB) assure la supervision globale des parties propres à l'Urssaf. Les équipements exclus du périmètre du marché ne sont pas supervisés par notre système de GTB.

Le titulaire devra en conséquence s'assurer, avant toute action, que l'installation concernée relève bien de son périmètre contractuel

1.3 ALLOTISSEMENT – NOMENCLATURE GENERALE

Le présent marché de maintenance multi technique n'est pas alloti et vise à confier à un seul titulaire les opérations de maintenance de l'ensemble des installations entrant dans le périmètre du présent marché.

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou plus coûteuse l'exécution des prestations

Nomenclature CPV générale : 50700000-2 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

1.4 PROCEDURE

Le présent marché est conclu en application :

- Du code de la commande publique ;
- De l'arrêté du 19/07/2018, portant réglementation des marchés publics des organismes sécurité sociale.

La présente consultation est lancée sous la forme d'un appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L 2124-2, R 2124-2 1° et R 2161-2 à 5 du code de la commande publique.

L'exécution du contrat sera notamment soumise aux textes suivants, ainsi qu'à toute autre réglementation afférente à son objet :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 (sauf dérogations mentionnées à l'article 14 du CCAP) ;
- Toute autre réglementation afférente à son objet

1.5 FORME DU CONTRAT

Le présent marché est conclu, pour partie, sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande conformément aux articles L2125-1 1° et R2162-13 et 14 du code de la commande publique, et pour partie, sous la forme d'un marché ordinaire réglé par un prix global et forfaitaire.

La partie accord-cadre mono attributaire à bons de commande est conclue sans minimum et avec un maximum de commandes de 85 000 € HT annuel.

La typologie d'intervention est décrite à l'article 5.1 du présent CCAP.

1.6 DUREE DU MARCHÉ – RECONDUCTIONS

Durée initiale

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa notification au titulaire.

Reconduction

A l'issue de cette période, le présent accord-cadre peut être reconduit tacitement, à sa date anniversaire, par période de 12 mois, au maximum 3 fois.

La décision unilatérale de ne pas reconduire un marché, au seul bénéfice de l'organisme, prendra la forme d'une lettre recommandée avec avis de réception envoyée au moins 3 mois avant l'échéance de la période en cours. Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, il est précisé dans le marché que le titulaire ne pourra pas s'opposer à la reconduction de celui-ci.

La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

En tout état de cause, les marchés ne pourront s'exécuter au-delà d'une durée maximale de 48 mois, toutes reconductions confondues.

Validité des bons de commande

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de notifier des bons de commande dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la date de fin de l'accord-cadre. Par dérogation à l'article 13.2.4 du CCAG-FCS, la durée d'exécution de ces bons de commande ne devra pas excéder quatre (4) mois par rapport à la fin de validité du marché.

1.7 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, sans publicité ni mise en concurrence, la réalisation de prestations similaires au présent marché conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

2. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes notamment financières : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : périmètre marché
 - Annexe n°2 : inventaire matériels
 - Annexe n°3 : gammes de maintenance
 - Annexe n°4 : plans
 - Annexe n°5 : liste des docs d'exécution
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par

- l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance

Dans le cas où le titulaire aurait joint à son offre des conditions générales de prestations, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par les documents du marché et leurs annexes, et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification au titulaire comprend une copie de l'acte d'engagement.

3. CONDITIONS FINANCIERES

3.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les prix du présent marché sont mixtes. Le marché est traité pour partie à prix forfaitaire et pour partie prix unitaires donnant lieu à l'émission de bons de commande. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), les contraintes normalement prévisibles : Intempéries, phénomènes naturels habituels dans la région d'exécution des prestations. La TVA est appliquée au taux légale en vigueur à la date d'exécution des prestations.

Contenu du prix global et forfaitaire

Le prix global et forfaitaire, tel qu'il figure dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) rémunère le titulaire pour l'ensemble des prestations de maintenance préventive définies par le marché (cf article 5.1.1 du présent CCAP) selon les conditions précisées au CCTP et quelles que soient les quantités réellement exécutées.

Le prix forfaitaire comprend aussi les consommables, matériels et pièces de rechange dont le prix unitaire est inférieur à 100 € HT (remise fournisseur déduite).

Le titulaire ne peut obtenir un supplément de prix au motif que les quantités réellement livrées ou exécutées pour la prestation sont supérieures à celles qu'il avait prévues (sauf ajout d'une prestation supplémentaire au marché par avenant, ou circonstances exceptionnelles dûment justifiées).

Pour rappel chaque marché est conclu à obligation de résultat, dès lors si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

Prix unitaires

Le marché est traité, pour partie, à bons de commande pour les prestations de maintenance corrective/curative et les produits, pièces hors forfait (>100 € HT). Au-delà de ce seuil, l'Urssaf PACA prend en charge le solde calculé de la manière suivante :

Prix unitaire de la pièce de rechange :

$$\begin{aligned} &= \text{Coût total HT de la pièce (remises fournisseur déduites)} \\ &\quad - \text{Seuil compris dans le forfait (100 € HT)} \\ &\quad \times \text{coefficient de majoration} \end{aligned}$$

Coefficient de majoration

Coefficient d'entreprise à appliquer au prix d'achat de la fourniture par le titulaire. Ce coefficient est appliqué sur le montant du devis fournisseur. Un justificatif sera à produire (devis de mise en concurrence des fournisseurs, copie de la facture correspondante).

Le coefficient proposé sera nécessairement inférieur à 1.30. Dans le cas contraire, le coefficient applicable sur toute la durée du marché sera de 1,30.

K= 1, (deux décimales maximum)

Le coefficient est ferme pendant toute la durée du marché

Les pièces de rechanges et produits seront réglés sur la base des prix attestés par la facture du fournisseur (remises et franchises déduites) affectés du coefficient contractuel d'entreprise.

Le prix unitaire est le prix à l'unité d'une prestation déterminée. Il est réglé par un montant résultant de l'application des quantités réellement mises en œuvre au prix unitaire tel que figurant au Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Le prix unitaire est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations et sujétions d'exécution normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où elles s'exécutent.

Les prix de main d'œuvre HO et HNO comprennent l'ensemble des frais liés à l'intervention (déplacement, transport, frais de repas etc).

Contenu des prix :

Ils comprennent également tous les frais afférents :

- Aux prestations décrites dans le marché ou souscrites ultérieurement par avenant, dans le cadre de l'obligation de résultat ;
- Aux pièces, équipement de remplacement, fluides et leur conditionnement, frais de main d'œuvre et de déplacement ;
- À l'adaptation, au paramétrage et aux essais sur les installations comprises dans le marché, rendus nécessaires afin d'assurer la bonne exécution des prestations ;

- À la prestation d'assistance des organismes aux visites périodiques réglementaires ;
- À la prise de toute mesure particulière par le titulaire destinée à assurer la protection de la santé de ses salariés ;
- À la mise à disposition de tout outil dématérialisé permettant le suivi des prestations, si proposé dans l'offre initiale, ou souscrit ultérieurement par avenant ;
- Aux charges fiscales, parafiscales, droits de douanes et autres frappant légalement et/ou obligatoirement les prestations prévues au marché ;
- À la facturation / exécution financière relative au marché (sauf intérêts moratoires) ;
- À l'assurance, garantie, ajournement ou rejet des prestations visées au marché, ainsi que leur nouvelle exécution conforme ;
- À tous frais de personnel exécutant (déplacement / repas / transport / logement / remplacement) ou sous-traitant jusqu'à l'exécution conforme des prestations prévues au marché ;
- À tous documents mis à disposition ou établis par le titulaire, ainsi que leurs frais de préparation, d'élaboration et leur éventuel conditionnement ;
- À tous frais de petites fournitures et petits matériels nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix sont exclusifs de tout autre émolument et de tout autre remboursement de frais au titre de l'exécution des prestations. Ne sauraient notamment justifier de supplément de prix :

- Toutes imprécisions, omissions, erreurs ou contradictions dans les documents du marché ;
- Les anomalies survenant au cours de l'exécution du marché et ne présentant pas les caractères de la force majeure ou de l'imprévision, ainsi que les aléas donnant naissance à une interruption temporaire des prestations (sans bouleverser l'économie du marché). Ces éléments sont déjà compris dans l'économie et les prix du marché.

3.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les prix mixtes sont définitifs et révisables.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois limite de remise des offres, appelé mois zéro (m0).

Les prix qu'ils soient forfaitaires ou unitaires sont fermes la première année d'exécution du marché. **Le coefficient de majoration sur l'achat de pièces détachées est ferme durant toute la durée du marché.**

Puis ils sont révisables annuellement, à la hausse comme à la baisse, à compter de la date anniversaire de la notification du marché, par application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_o * [0,15 + 0,70 (I / I_o) + 0,15 *(I'/I'o)]$$

Dans laquelle :

P = prix hors taxes révisé

P_o = prix hors taxes initial du marché établi aux conditions économiques du mois zéro m0

I = valeur de l'indice ICHT-IME du coût horaire du travail tous salariés – Industries mécaniques et électriques, connue lors du mois précédent la date anniversaire de notification ou dernière valeur connue.

I_o = valeur de l'indice ICHT-IME du coût horaire du travail tous salariés – Industries mécaniques et électriques, du mois zéro m0

I' = valeur de l'indice FSD1 frais et services divers catégorie 1, connue lors du mois précédent la date anniversaire de notification ou dernière valeur connue.
3.

I'_o = valeur de l'indice FSD1 frais et services divers catégorie 1, du mois zéro m0

Les indices sont publiés à l'INSEE et sur le Moniteur.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Avant la fin du mois précédent la date anniversaire du marché, le titulaire adresse à l'Urssaf PACA par tous moyens permettant d'attester la date certaine de réception (courriel, lettre recommandée avec accusé de réception), les prix initiaux du marché révisés en application de la formule définie ci-dessus. En l'absence de révision adressée dans le délai précité, le titulaire est réputé avoir renoncé au bénéfice de la révision des prix du marché jusqu'à la prochaine révision. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à la révision des prix conformément aux conditions définies.

Pour bénéficier de la révision des prix du marché, le titulaire est tenu d'appliquer l'ensemble des conditions prévues par la présente clause. En cas de non-respect de la présente clause, le pouvoir adjudicateur est en droit de refuser les demande de révision du titulaire et se réserve la possibilité d'appliquer la révision aux prix du marché.

Il ne sera pas fait application de la révision des prix en cas d'augmentation ou de baisse des prix initiaux du marché inférieur à 1%.

Modification et disparition des indices :

En cas de changement par l'INSEE, le Moniteur (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE, le Moniteur (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par l'Urssaf PACA. Le titulaire disposera d'un délai de 21 jours calendaires pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, après mise en œuvre de la formule, les prix ajustés sont arrondis, par excès ou par défaut, à la deuxième décimale :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale reste inchangée (arrondie par défaut).
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

3.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Lorsque l'application de la formule de révision ci-dessus fait apparaître une variation de prix sur 12 mois de 5% ou plus, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, sous réserve d'en informer le titulaire avec un préavis de trois mois, de résilier le contrat, sans indemnité pour la partie non-exécutée des prestations.

Il en serait de même si la définition ou le contexte de l'un des paramètres d'indexation venait à être modifiée, s'il cessait d'être publié ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exécution des prestations.

4. MODALITES DE REGLEMENT

4.1 AVANCES

Pour les Prestations forfaitaires :

Sauf renonciation expresse à l'acte d'engagement, le titulaire a droit au versement d'une avance lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois en application des dispositions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2191-15 du code de la commande publique, une avance est versée au titulaire pour chaque reconduction.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

En application de l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option B est retenue.

- Lorsque le titulaire, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique :
 - ❖ Le taux de l'avance est fixé à 30% en application de l'article R2191-7 du code de la commande publique.
- Lorsque le titulaire, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à :
 - ❖ à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée dans l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière.

Pour ce qui est des modalités de remboursement de l'avance, il est fait application des articles R.2191-11 à 12 du code de la commande publique.

Pour les prestations à bons de commande :

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande et l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 euros HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois conformément à l'article R.2191-17.
Le remboursement de l'avance est effectué dans les conditions de l'article R. 2191-19-1° du code de la commande publique.

4.2 MODALITES DE FACTURATION

La facturation est établie de la manière suivante :

- Les prestations forfaitaires sont réglées trimestriellement à terme échu. Le montant des règlements correspond au quart du forfait annuel figurant dans l'Acte d'Engagement. Sont déduits du montant de la facture trimestrielle, le cas échéant les pénalités ou les frais engagés à la suite d'une défaillance du titulaire.
- Les prestations hors forfait sont réglées sur présentation de facture établies après exécution des prestations définies dans un devis préalablement accepté par l'acheteur

Les prestations sont payables après attestation du « service fait » par l'organisme.

Conformément aux articles L2192-1 à L2192-4 du code de la commande publique, le titulaire transmet ses factures obligatoirement par voie électronique selon les modalités suivantes :

- Par le portail Chorus Pro (à adapter le cas échéant) accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>

Aux fins de, soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : [Guide utilisateur – Communauté Chorus Pro \(chorus-pro.gouv.fr\)](#)

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à : [Entreprise - Nous contacter – Portail Chorus Pro \(chorus-pro.gouv.fr\)](#)/rubrique « nous contacter »
Une assistance téléphonique est disponible au numéro suivant : 04.77.78.39.57 (du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00).

Contenu des factures :

Les factures comprennent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro et l'intitulé du marché ;
- La référence du bon de commande ;
- Le nom du destinataire de la commande ;
- La désignation de l'émetteur du bon de commande ;
- La date des prestations, nature des prestations, sites concernés ;
- Les quantités ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, par poste de facturation ;
- Le(s) taux de remise ;
- Le montant hors TVA des fournitures livrées
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total des fournitures livrées

Les factures ne sont adressées par le titulaire qu'après exécution des prestations.

Taux de TVA : Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Monnaie : L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours, à compter de la date de réception des factures conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du code de la commande publique.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations conformément à l'article R.2192-13 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2192-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Ce délai sera interrompu en cas de contestation de facture de la part de l'URSSAF PACA signifié par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception conformément à l'article R.2192-28 du code de la commande publique.

4.3 DELAI DE REGLEMENT

Conformément aux articles R 2191-21 à 22 et R 2191-26 du code de la commande publique, le paiement des acomptes, des règlements partiels et du solde interviendra, dans un délai global de 30 jours maximum à compter de la réception, par le pouvoir adjudicateur, de la demande de paiement, dans les conditions fixées à l'article 12.1 du présent CCAP.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement des acomptes et du solde sera effectué par l'agent comptable de l'organisme après ordonnancement de la somme par l'ordonnateur, à savoir son Directeur.

A l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit automatiquement au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles L 2192-13, R 2192-31 à 34 et D 2192-35 à 36 du code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros par facture.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majorer de huit points de pourcentage.

4.4 CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE

En cas de cession ou de nantissement de créance, le titulaire du marché remet à l'établissement cessionnaire l'acte d'engagement une copie de l'original du marché délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité.

Il est spécifié à l'acte d'engagement, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique ou du groupement solidaire, et en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées et payées séparément, au profit de chacun des membres du groupement.

Il est rappelé, conformément à l'article R2191-45 du code de la commande publique que le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

Le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cet acte au comptable public assignataire dans les conditions de l'article R313-17 du code monétaire et financier qui procède au règlement auprès du bénéficiaire s'il s'agit d'une cession. En cas de nantissement, le règlement intervient auprès du titulaire sauf si le bénéficiaire du nantissement peut se prévaloir auprès du comptable de l'organisme de l'accord de l'entreprise pour le paiement des prestations dues.

En cas de sous-traitance proposée après le dépôt des offres, le titulaire devra présenter au pouvoir adjudicateur l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été remis. Le respect de cette exigence conditionne l'engagement de la procédure d'acceptation du sous-traitant.

Si le titulaire ne peut remettre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le sous-traitant ne peut être accepté sauf si le titulaire remet une attestation du bénéficiaire indiquant que la cession ou le nantissement de créances est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée ou bien une attestation du bénéficiaire indiquant que le montant de la cession ou du nantissement a été réduit afin que le paiement direct soit possible, ou bien encore une attestation de main levée du bénéficiaire de la cession.

Conformément à l'article R 2193-22 du code de la commande publique, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

5. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 TYPOLOGIE D'INTERVENTION

5.1.1 Prestations forfaitaires (maintenance préventive)

Sont réalisées de manière systématique et comprises dans le forfait annuel, toutes les opérations de maintenance préventive définies au CCTP et ses annexes. Ces interventions visent à assurer le bon fonctionnement, la conformité réglementaire et la pérennité des installations techniques listées dans l'inventaire contractuel (annexe n°2 « inventaire matériels »).

Cela comprend notamment :

- La maintenance préventive systématique en fonction des interventions programmées selon les fréquences minimales indiquées à l'annexe n°3 du CCTP « gammes de maintenance ».
- La maintenance préventive conditionnelle et prévisionnelle déclenchée sur la base de mesures physiques, historiques d'exploitation, seuils d'alerte GTB ou modélisation statistique.
- La conduite et la surveillance des installations incluant :
 - Le pilotage courant des équipements (il n'est pas prévu de fréquence minimale pour cette prestation, le titulaire peut assurer ce pilotage lors des visites de maintenance programmées notamment visites trimestrielles)
 - La vérification de l'état de fonctionnement
 - La lecture des paramètres techniques
 - Le signalement des dérives
- La fourniture, le transport et le remplacement de l'ensemble des consommables, matériels et pièces de rechange dont le prix unitaire est inférieur à 100 € HT (remise fournisseur déduite), qu'il s'agisse d'un remplacement préventif ou correctif
- La tenue à jour des carnets d'entretien, registres de maintenance, historiques d'intervention ainsi que le suivi administratif lié à l'exploitation technique
- Un service d'astreinte (24h/24, 7j/7).
- La mise à disposition et l'exploitation d'un outil GMAO (Gestion de maintenance assistée par Ordinateur) incluant :
 - La planification des interventions
 - Le suivi des bons d'intervention
 - La gestion de l'inventaire des équipements
 - La génération des rapports périodiques et tableaux de bord.

5.1.2 Prestations à bons de commande (maintenance corrective/curative)

Les interventions de maintenance corrective/curative ont pour objet de rétablir le fonctionnement normal d'un équipement ou d'une installations à la suite d'un dysfonctionnement ou d'une panne constatés.

La maintenance corrective inclut les interventions non prévues dans le cadre des prestations forfaitaires, notamment :

- Le remplacement des pièces d'usure ou défectueuses non comprises dans le forfait (> 100 € HT)
- Les réparations à la suite d'un diagnostic et notamment le traitement des non-conformités non imputables au prestataire
- Les interventions sur dysfonctionnement signalé par le pouvoir adjudicateur ou détecté par alarme GTB
- Les réglages spécifiques non programmés

Ces prestations sont réalisées à la demande sur bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur, selon les conditions prévues au bordereau des prix unitaires.

Pour chaque intervention curative, le titulaire s'engage à :

- Réaliser un diagnostic préalable, avec validation du devis
- Exécuter la réparation avec les pièces appropriées
- Remettre un rapport d'intervention mentionnant la cause, l'action réalisée et la durée

Le titulaire s'engage à distinguer clairement, dans ses rapports et factures, les prestations incluses dans le forfait et celles faisant l'objet d'un bon de commande.

Le montant maximum de cette partie à bons de commande est le suivant : **85 000 € HT annuel.**

Ces montants ne sont pas figés, notamment par les évolutions prévues à l'article 13.

Le pouvoir adjudicateur n'est engagé sur aucun montant minimum annuel.

L'Urssaf PACA se garde la possibilité de commander au Titulaire des prestations complémentaires hors forfait qui ne sont pas prévues au Bordereau des Prix Unitaires et sans exclusivité.

Le Titulaire a une obligation de moyen pour répondre à ces sollicitations.

Ces prestations peuvent concerner :

- La réalisation de petits travaux de mise aux normes des installations concernées par le présent marché,
- La réalisation de travaux d'améliorations ou optimisation des installations existantes en charge du Titulaire. Elles seront rémunérées sur la base d'un devis remis par le titulaire.

En tout état de cause, l'Urssaf PACA peut faire intervenir toute entreprise ou prestataire de son choix pour toutes les prestations autres que celles confiées au Titulaire du présent marché. Il n'y a pas d'exclusivité pour les prestations sur commande.

5.1.3 Commandes des prestations à bons de commande

La réalisation par le titulaire des prestations curatives est initialisée par l'émission d'un bon de commande.

Avant toute émission de bon de commande, le titulaire doit adresser au pouvoir adjudicateur un devis détaillé (main d'œuvre et fourniture) de l'intervention envisagée pour validation par le pouvoir adjudicateur. Le devis doit être adressé à l'interlocuteur logistique du site.

Le devis transmis pour validation doit obligatoirement être accompagné des justificatifs de tarifs des fournitures (ex : copie de la facture du fournisseur ou extrait du catalogue du fournisseur ...) et de la main d'œuvre prévue pour la réalisation de la prestation demandée. Aucune facture ne sera acceptée sans ces justificatifs.

Les devis doivent respecter les conditions du marché et, notamment les prix indiqués dans le bordereau des prix (coût de la main d'œuvre, coefficient de majoration sur les fournitures).

Le Devis comporte à minima :

- Le numéro et les références de la demande,
- Le nom du demandeur,
- Un quantitatif estimatif précis des prestations avec une référence systématique aux articles du BPU (taux horaire et le temps prévu de main-d'œuvre)
- Les justificatifs pour l'adaptation des prix remises et majorations notamment en cas d'intervention en horaire décalés,
- La liste des pièces et les justificatifs des prix public catalogue de pièces
- Un sous-total HT et un total général TTC
- Un planning prévisionnel d'intervention et de remise des rendus de mission.
- Le devis d'un éventuel sous-traitant devra être joint/ Paiement direct
- Le ou les coefficients applicables du BPU suivant la nature de l'opération devront être mentionnés

Les conditions du BPU s'appliquent au prestataire comme à l'ensemble de ses sous-traitants.

Le devis remis est contractuellement réputé comprendre :

- Toutes les sujétions d'exécution, compte tenu des conditions particulières du ou des sites d'intervention
- Toutes les incidences en fonction des impératifs techniques nécessaires aux prestations (disposition, état des lieux, accès, etc.).

Le Titulaire apprécie sous sa responsabilité, les difficultés résultant de ces conditions et fait toutes prévisions en conséquence afin que les travaux ne donnent lieu à aucune majoration du devis remis.

Chaque bon de commande précise :

- Le numéro de la commande,
- La référence du marché,

- la nature de la prestation commandée,
- les délais d'exécution,
- les lieux d'exécution des prestations,
- le prix à l'unité de chaque prestation (HT et TTC) et sa quantité,
- le montant total du bon de commande (HT et TTC).

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande seront notifiés au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les bons de commande seront émis durant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur prévoit, le cas échéant, que les bons de commandes émis durant la période de validité du marché pourront s'exécuter au-delà de la date de fin dans la limite de 4 mois afin d'assurer une continuité des prestations.

6. MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION

6.1 REPRESENTATION DU TITULAIRE

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire est tenu de communiquer par courrier recommandé avec accusé de réception à l'Organisme, pour lui-même, tout changement dans sa situation.

3.2.1 – Dispositions générales

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Urssaf PACA les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

3.2.2 – Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Urssaf PACA.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

3.2.3 – Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre l'Urssaf PACA et le nouveau Titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'Urssaf PACA sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité du marché.

L'Urssaf PACA vérifie, d'une part, que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

Si le Titulaire méconnaît cette obligation, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur et les organismes bénéficiaires n'auraient pas été informés.

L'Urssaf PACA est en droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas trouver dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1, L. 2141-2, L. 2141-3, L. 2141-5 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique.

6.2 CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE

Lorsque tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée (Intuitu Personae) et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

Les informations, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG FCS.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 13 du présent CCAP.

Compétence du titulaire

Le Titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un ou plusieurs intervenants de compétence et de qualification adaptées aux besoins du marché, et à maintenir ce niveau tout au long de l'exécution des prestations, même en cas d'absence ou de départ du personnel dédié.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience. En conséquence, le Titulaire s'engage notamment :

- à veiller et contrôler le maintien constant des compétences de son équipe, ainsi que de son homogénéité, de sa disponibilité, de sa réactivité, et de sa composition ;
- à maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de son équipe en cas de difficulté.

6.3 GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, si les documents particuliers du marché le prévoient, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

6.4 SOUS TRAITANCE

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir du maître du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4 **OU** le modèle joint à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique et qu'il est en règle au regard du respect des articles L. 5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (article R.2344-2 du Code de la commande publique).
- **Déclaration sur l'honneur** pour justifier que le candidat est en règle au regard du Règlement (UE) 2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, interdisant l'attribution et la poursuite de l'exécution de marchés publics et de contrats de concession avec des ressortissants russes et des entités ou organismes établis en Russie.
- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (article D8222-5 du code du travail).
- une attestation de fourniture de déclaration fiscale
- une attestation de responsabilité civile décennale en cours de validité

- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses modifications éventuelles au pouvoir adjudicateur dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la demande du maître d'ouvrage. A défaut, le titulaire encourt une pénalité égale à 50 € HT par jour calendaire de retard.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

7. DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution et délais d'intervention sont précisés au Cahier des Clauses Techniques Particulières ou à défaut ils seront précisés dans chaque bon de commande pour les prestations non comprises dans le forfait.

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt des pénalités selon les dispositions de l'article 13 du présent CCAP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3.1 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire dispose d'un délai de 3 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues pour signaler au pouvoir adjudicateur son impossibilité d'effectuer la livraison à la date prévue, et devra lui indiquer la prolongation demandée.

8. OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE

8.1 OBLIGATIONS DE RESULTAT

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

En effet, les moyens et modalités décrits dans le CCAP, le CCTP ou les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimums, ce ne sont que des indications nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations, les moyens ne sont donc pas limitatifs, ils ne sont qu'indicatifs. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière dès lors que le résultat escompté n'est pas obtenu.

8.2 OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE QUANT AU PERSONNEL

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Le personnel du Titulaire est soumis aux règlements intérieurs de l'Urssaf PACA, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées. Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones de l'Urssaf PACA.

Le Titulaire s'assure de la fermeture à clé des locaux après intervention et veille à éteindre l'éclairage y compris dans les locaux techniques.

Le Titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Nonobstant ce qui précède, et afin de respecter leur propre sécurité et celle des tiers, le personnel du Titulaire réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux de l'Urssaf PACA.

Tenues de travail et équipement de protection

Le personnel devra effectuer les opérations de maintenance prévues au marché dans une tenue correcte, propre et adaptée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

Visites médicales d'embauche

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre spécial.

Travailleurs d'aptitude physique restreinte

La proportion de travailleurs d'aptitude restreinte par rapport au nombre total de travailleurs de la même catégorie employés dans le cadre de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché ainsi que leur rémunération et leur statut, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Travailleurs étrangers

Ils doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Qualification du personnel

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par le pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites.

Discipline

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité, propres aux différents sites.

Il sera notamment interdit au personnel du titulaire :

- D'utiliser le téléphone sans autorisation de l'organisme ou de son représentant,
- De prendre des repas ou casse-croûte à l'intérieur des locaux,
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y
- Pénétrer en état d'ivresse,
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- De tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- De manquer de respect aux usagers,
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise,
- De pénétrer sur le site sans badge,
- De fumer

8.3 MESURES DE SECURITE

Les prestations seront à réaliser dans l'enceinte d'un établissement en fonctionnement, le titulaire devra donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité des usagers, du personnel, de la circulation des véhicules, etc. tout en assurant la continuité du fonctionnement de l'Etablissement.

Le prestataire devra se conformer aux règles de sécurité en vigueur et applicables à l'établissement.

Il sera tenu pour responsable de tous les accidents de quelque nature que ce soit qu'il pourra occasionner du fait de la réalisation de ses prestations.

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

8.4 PLAN DE PREVENTION

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992.

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des prestations, l'application desdites dispositions relevant totalement de la responsabilité du titulaire.

Le titulaire établit un plan de prévention qui est remis à l'Urssaf PACA et aux organismes d'hygiène et de sécurité dans les 15 jours à compter du début d'exécution des prestations. Il indique de façon précise et détaillée :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux. Il explicite en particulier les moyens de prévention concernant, d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part,
- Les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

Ce plan de prévention applicable au marché est validé avant toute intervention sur le site. Toute l'attention du titulaire est mobilisée dans le cadre de la réalisation des prestations pour que son personnel ne travaille pas de manière isolée.

Le plan de sécurité est tenu à jour par le titulaire qui doit en signaler les modifications à l'organisme.

8.5 OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements et dangers au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est tenu de signaler à l'URSSAF PACA tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

8.6 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'URSSAF PACA, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'URSSAF PACA pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

En cas de non-respect de cet engagement de confidentialité, l'URSSAF pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire. Le titulaire s'exposera également aux poursuites pénales prévues à l'article 226-13 du Code Pénal.

8.7 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Pour l'exécution des prestations, le Titulaire s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour les finalités des prestations qui font l'objet du présent marché
2. Traiter les données conformément aux instructions de l'organisme bénéficiaire. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'organisme bénéficiaire. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'organisme bénéficiaire de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
3. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
4. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
5. Droits d'informations des personnes concernées

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise.

La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'organisme bénéficiaire avant la collecte de données.

6. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider l'organisme bénéficiaire à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'organisme bénéficiaire et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet des prestations prévues par le présent marché.

7. Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à l'organisme bénéficiaire toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'organisme bénéficiaire, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'organisme bénéficiaire, le Titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'organisme bénéficiaire, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'organisme bénéficiaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'organisme bénéficiaire, le Titulaire communique, au nom et pour le compte de l'organisme bénéficiaire, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel

; la description des mesures prises ou que l'organisme bénéficiaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

8. Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'organisme bénéficiaire de ses obligations

Le Titulaire aide l'organisme bénéficiaire pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

9. Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- la description des mesures prises ou que l'organisme bénéficiaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

10. Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'organisme bénéficiaire de ses obligations

Le Titulaire aide l'organisme bénéficiaire pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

12. Désignation d'un Délégué de Protection des Données

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'organisme bénéficiaire le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données, s'il en a désigné conformément à l'article 37 du règlement européen.

13. Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement de l'organisme bénéficiaire pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données de l'organisme bénéficiaire ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement.

14. Documentation

Le Titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

15. Sort des données

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'organisme bénéficiaire. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

8.8 CLAUSE LIE AU SYSTEME D'INFORMATION

Accès aux ressources informatiques : les ressources informatiques (micro-ordinateurs, serveurs, routeurs, téléphones, écrans, etc..) ne sont pas utilisables par le prestataire, sauf intervention nécessaire dans le cadre de la prestation et avec autorisation de l'Urssaf-PACA.

En tout état de cause, le prestataire s'engage à prendre toutes les mesures préventives nécessaires afin de ne pas occasionner de coupure électrique ou débranchement d'appareil informatique et à adopter un comportement responsable pour limiter les risques d'intrusion informatique.

8.9 PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE

Dans les trois mois suivant la date de notification du marché au titulaire, celui-ci devra avoir rédigé et présenté à l'acheteur un plan de continuité d'activité (PCA) de l'entreprise, indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise.

Le titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation sur les sites du pouvoir adjudicateur.

8.10 ASSURANCES

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'URSSAF PACA en cas d'inexécution.

Conformément à l'article 9.1 du CCAG-FCS, le titulaire devra dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, prouver qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'Urssaf PACA ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'Urssaf PACA une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'Urssaf PACA de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

8.11 ATTESTATIONS ET DOCUMENTS A FOURNIR SEMESTRIELLEMENT

Le titulaire est tenu de remettre à l'organisme tous les six mois à compter de la date de début d'exécution du marché et ce jusqu'à la fin de son exécution les pièces prévues par l'article D8222-5 du code du travail (ou D8222-7 du code du travail en cas de titulaire établi ou domicilié à l'étranger ; ces pièces devant être rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française).

Les pièces énumérées à l'article D8222-5 du code du travail et devant être fournies semestriellement à l'organisme coordonnateur, par le titulaire, sont les suivantes :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois
- L'un des documents mentionnés à l'article D8222-5-2° du code du travail, lorsque l'immatriculation du cocontractant au RCS ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée

Ces documents devront être joints à la facture correspondante à l'échéance mentionnée.

En cas de non-délivrance de ces documents à l'échéance précisée ci avant, le titulaire sera mis en demeure, par lettre recommandée avec accusé réception, de les délivrer, ou de présenter des observations, dans un délai de 15 jours.

En cas de mise en demeure infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il aura contrevenu à l'article D8222-5 du Code du travail.

8.12 LANGUE ET DEVISE

Les correspondances, documents, rapports et autres relatifs au marché sont rédigés en français.

La monnaie de compte est l'euro.

9. VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATIONS

Les opérations de vérification sont définies aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS. Les décisions après vérifications sont telles que définies à l'article 30 du CCAG-FCS. En cas de décision d'ajournement ou de rejet, les délais d'exécution du marché ne sont pas interrompus ou suspendus.

Carnet d'entretien

A l'issue de chaque intervention, le titulaire consigne avec précision, sur le carnet d'entretien de l'installation, tous les faits importants relatifs au fonctionnement de l'appareil, en particulier : date, durée et nature des interventions, remplacement de pièces, modifications, réglages et essais de toute nature, incidents et consistance des réparations effectuées au titre du dépannage, noms et signatures des techniciens intervenants avec heure d'arrivée et de sortie de l'organisme.

Lors d'un appel pour dépannage de tout type, un numéro d'ordre ou d'enregistrement est donné au responsable d'exploitation et consigné sur le carnet d'entretien. Le carnet d'entretien sert de document opposable au titulaire pour vérifier l'exécution de la prestation et il est consultable à n'importe quel moment par l'organisme.

Ce carnet est fourni par le titulaire pour chaque installation (en l'absence de document sur le site). Il est fourni à minima au format papier ; le titulaire peut le compléter par une version électronique dématérialisée.

Le défaut de tenue à jour du carnet d'entretien d'une installation présume de la non-réalisation des prestations et peut entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 11 ci-après.

10. GARANTIE DES PRESTATIONS

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an à compter de la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG FCS.

La garantie applicable aux prestations, matériels et composants fournis par le titulaire dans le cadre des prestations est telle qu'indiquée à l'annexe 1 de l'acte d'engagement. Elle ne saurait être inférieure à la durée renseignée à l'article 33 du CCAG-FCS (soit 12 mois). La portée de cette garantie est décrite à cet article.

11. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'URSSAF PACA de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas 1 000 € pour l'ensemble du marché, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période trimestrielle et sont déduites de la facture trimestrielle suivantes le calcul des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, en tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra excéder 20 % du montant forfaitaire annuel des prestations régulières de nettoyage.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

11.1 PENALITES DE RETARD

Pénalités de retard d'exécution maintenance préventive (maintenance programmée ou conditionnelle)	100 € HT/ jour calendaire de retard
Pénalités de retard d'exécution maintenance corrective y compris retard dans la fourniture de devis	100 € HT /jour calendaire de retard
Pénalités de retard d'exécution intervention en astreinte	50 € HT/ heure de retard
Pénalités de retard remise de documents/rapports périodiques/ réglementaires/ planning/ compte-rendu d'intervention/ diagnostic	50 € HT/jour calendaire de retard
Pénalités retard d'accompagnement du contrôleur technique en vérification périodique en exploitation (lorsque due au titre de clauses du marché)	50 € HT/intervention
Non-respect des dates d'intervention programmées définies au CCTP	100 € HT/ jour calendaire de retard
Dépassement du délai d'intervention défini au CCTP	100 € HT/ jour calendaire de retard

11.2 PENALITES POUR INDISPONIBILITE

Pénalité indisponibilités totale d'une fonctionnalité	100 € HT / jour calendaire
Pénalité indisponibilité partielle du site (toute défaillance mettant en jeu la sécurité des personnes : <ul style="list-style-type: none"> - Ayant pour conséquence l'évacuation du public - Ou l'interdiction d'accès au bâtiment - Ou l'arrêt des activités Pour répondre à la réglementation en vigueur)	400 € HT / jour calendaire
Pénalité indisponibilité totale du site (Toute défaillance rendant inaccessible ou inopérante une zone fonctionnelle du bâtiment)	800 € HT/ jour calendaire

11.3 PENALITES POUR MANQUEMENTS

Maintenance préventive Pénalités pour manquement d'exécution d'une gamme de maintenance sur un équipement/ d'une tâche inscrite dans une gamme de maintenance	150 € HT / manquement
Maintenance corrective Pénalités pour manquement d'exécution d'une intervention sur un équipement	180 € HT/manquement
Pénalités pour manquement d'obligation sécuritaire (Plan de prévention, plan particulier protection sécurité-santé, consignation électrique, permis de feu, registre obligatoire exécution de travaux dangereux ou insalubre sans autorisation préalable) :	250 € HT/ manquement
Absence aux réunions	100 € HT/absence
Perte de clé/badges	Coût de remplacement du matériel perdu + coût de remplacement serrures concernées
Non-respect du cahier des exigences (en cas de non-respect des exigences du cahiers des clauses techniques particulières CCTP))	150 € HT/manquement
Répétition des défaillances pour un équipement	150 € HT/ défaillance

(a partir de la deuxième défaillance identique constatée sur un même équipement dans le mois qui suit une intervention de maintenance préventive ou corrective).	
Non-traitement des réserves émises par les organismes de contrôle	150 € HT/manquement

11.4 PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE

Des pénalités peuvent être infligées au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de ce marché est égal à 500 €.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en l'application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

11.5 PENALITES EN CAS DE MECONNAISSANCE DE LA REGLEMENTATION EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Pour application de l'article 5.2.3 du CCAG FCS., la méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, entraîne l'application d'une pénalité de 500 € pour chaque manquement constaté.

11.6 PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA TRANSMISSION DES ATTESTATIONS D'ASSURANCE

En cas de non-production des éléments décrits à l'article 9 du présent C.C.A.P., ou le défaut d'information à l'organisme entraînera, le Titulaire encourt une pénalité dès le lendemain du jour où le délai imparti est expiré.

Cette pénalité forfaitaire s'élève à 100 € H.T. par jour calendaire de retard.

12. CLAUSE DE REEXAMEN

12.1 MODIFICATIONS PREVUES

Conformément aux dispositions de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié, lors que les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues ci-après :

Périmètre technique – Phase de prise en charge

Lors de la fiabilisation des données, relatives au périmètre technique (annexe 1 et 2 du CCTP) en phase de prise en charge, le prix global et forfaitaire peut être revu selon le volume des ajustements apportés.

Abandon de sites

Des mouvements patrimoniaux pourraient être envisagés par l'Urssaf PACA, dans le cadre de sa politique interne, se traduisant par l'acquisition, la fermeture provisoire ou l'abandon de certains locaux ou immeubles ou parties d'immeubles.

En cours d'exécution, le périmètre du marché est donc susceptible d'évoluer (en plus ou en moins) par voie de modification du marché public qui en précisera les spécificités et les besoins.

Suppression / remplacement de matériels

Les listes de matériels indiquées aux annexes au C.C.T.P. sont susceptibles d'évoluer en cours de marché.

Ainsi, tout ajout, suppression ou remplacement de matériels sera contractualisé par avenant au 31 janvier de chaque année, et les conséquences financières seront actées dans le cadre de la clause de revoyure.

12.2 CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Les parties pourront également user de la clause de réexamen prévu à l'article 25 du CCAG-FCS, prévoyant l'examen de bonne foi des conséquences, notamment financières, de toutes circonstances imprévisibles, telles que définies dans l'article précité.

Dans tous les cas, les modifications seront actées par avenant.

13. RESILIATION DU MARCHE

13.1 RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

La résiliation pourra être prononcée pour faute unilatéralement et sans indemnité dans les conditions de l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S., et notamment :

- En cas de non-respect des dispositions contractuelles générales dans le cadre de l'exécution des prestations ;
- En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité décrite à l'article 5 du présent CCAP ;
- En cas de non-respect des obligations de respect des données personnelles décrites à l'article 5 du présent CCAP ;
- En cas de non-respect de l'obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 3.2 du présent CCAP ;
- En cas de manquements aux formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail ;
- En cas d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.
- En cas de sous-traitance occulte

Tout autre cas de résiliation aux torts du Titulaire est prévu par l'article 41 du CCAG FCS.

La décision de résilier le marché aux torts du Titulaire est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle mentionne la date à laquelle la résiliation prend effet.

Dans les cas prévus à l'article 41.2 du CCAG FCS., une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le marché est résilié par l'Urssaf PACA, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire, l'Urssaf PACA exige la réalisation de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre du marché.

En outre, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché, aux torts du Titulaire à tout moment et sans indemnité, si les prestations réelles s'avéraient différentes des prestations définies dans le C.C.T.P, par décision du pouvoir adjudicateur avec date d'effet, envoyée en recommandé avec accusé de réception précédée d'une mise en demeure.

De plus, l'Urssaf PACA se réserve le droit de passer, aux frais et risques du Titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre du marché, dans les conditions de l'article 45 du CCAG FCS.

13.2 RESILIATION EN CAS DE CIRCONSTANCES PARTICULIERES

La résiliation du marché peut être prononcée en cas de circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG FCS (décès ou incapacité civile du Titulaire, sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, incapacité physique du Titulaire).

Ces circonstances n'ouvrent pas droit à indemnité.

13.3 RESILIATION EN CAS DE DIFFICULTES D'EXECUTION

En application de l'article 40.1 du CCAG FCS, l'Urssaf PACA peut prononcer la résiliation du marché en cas de difficultés techniques particulières rencontrées par le Titulaire au cours de l'exécution des prestations.

La résiliation peut être prononcée également par l'Urssaf PACA si le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

La résiliation du marché est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité

14. REGLEMENT DES LITIGES

Le chapitre 8 du CCAG -FCS est applicable aux règlements des différends.

En cas de litige survenu dans l'exécution du présent marché qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, les parties contractantes pourraient recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

A défaut de règlement du litige à la suite de la mise en œuvre de la procédure d'arbitrage, les deux parties entendent le soumettre à la juridiction de droit commun du siège de l'Urssaf-PACA, à savoir le Tribunal judiciaire de Marseille.

Les coordonnées du tribunal sont les suivantes :

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MARSEILLE

6, rue Joseph Autran – 13281 Marseille cedex 6

Tél: 04.91.15.50.50

15. DEROGATIONS AU CCAG

ARTICLES CCAP	DEROGATIONS AU CCAG
2	4.2.1
3.2	10.2.4
3.2	10.2.3
5.1.3	3.7.2
6.4	3.6.3
7	13.3.2
11	14.1.1
11	14.1.3
11	14.1.2